



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **13 MAI 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 avril 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SABLIÈRES DU PORTMONTAIN (SPM)**

39 rue Vannini  
93330 Neuilly-Sur-Marne

Références : E26 - **0890**

Code AIOT : 0006513532

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 avril 2026 de la carrière de la carrière de sables et graviers alluvionnaires exploitée par la société SABLIÈRES DU PORTMONTAIN (SPM) implantée CD 78 rue des Grèves sur la commune d'Hermé (77114). L'inspection a été annoncée le 20 avril 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABLIÈRES DU PORTMONTAIN
- CD 78 rue des Grèves - 77114 Hermé
- Code AIOT : 0006513532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 22 avril 2026 de la carrière de la carrière de sables et graviers alluvionnaires exploitée par la société SABLIERES DU PORTMONTAIN (SPM) implantée CD 78 rue des Grèves sur la commune d'Hermé (77114), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour le point de contrôle ci-dessous :

- **Incendie et explosion** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011 - article IV-5

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

La société SPM est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2011 DCSE M 013 du 19 septembre 2011 complétée par l'arrêté préfectoral n°2022 DRIAT UD 77 091 du 25 juillet 2022 à exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires et des installations de traitements de matériaux sur le territoire de la commune d'HERME.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article 1-4	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation à ciel ouvert	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article Section 2	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-9	Sans objet
4	Extraction en nappe alluviale et phréatique	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-11	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-7-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SPM devra aménager, dans un délai de 3 mois, une aire de pompage au niveau du bassins d'eau claire pour les pompiers, et transmettre le rapport d'intervention de l'électricien suite au contrôle du 16 mars 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installation de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article 1-4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Caractéristiques de l'installation de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation fixe de traitement de matériaux transforme les matériaux extraits de la carrière auxquels peuvent s'ajouter 50 000 tonnes de matériaux (sablon, calcaires...) par an. Les matériaux commercialisés au départ de cette carrières représentent au plus 290 000 tonnes par an. Constituée d'un débourbeur rotatif, d'un crible 3 étages et d'un cyclone essoreur, elle sera implantée au Trou Viteau sur la parcelle ZR66, à la cote 58,51 m NGF. Elle utilise de l'eau pour laver les matériaux mais pas de flocculant. Les eaux de lavage sont recyclées. Un pompage d'appoint d'un débit maximal de 45m <sup>3</sup> /h peut être utilisé pour compenser les pertes (évaporation, capture

par les matériaux, infiltration sur la plate forme de stockage).  
 Le stockage des fines de lavage dans les bassins de décantation est réalisé, géré et entretenu de manière à assurer la stabilité physique et prévenir toute pollution.  
 Les bassins de décantation sont régulièrement curés et les fines de lavage sont utilisées dans le cadre de la remise en état de la carrière.  
 L'installation mobile fonctionne sans eau. Elle est constituée d'un crible et est installée dans un premier temps dans la zone des « Malletons » et sera ensuite implantée dans la zone « Provençère ». La fraction 0/12 sera évacuée par route et directement commercialisée, la fraction > 12 rejoindra l'installation fixe.

**Constats :**

L'exploitant indique avoir commercialisé 125 000 tonnes de matériaux en 2025. Les matériaux proviennent de la carrière d'Hermé. L'exploitant n'a pas traité de matériaux provenant d'autres carrières.

L'exploitant finalise la mise en place de la nouvelle installation de traitement de sable qui est équipée d'un débourbeur rotatif et d'un cyclone essoreur. L'installation est implantée sur la parcelle cadastrée ZR 66. La plateforme est à 59 m NGF et le haut des maçonneries est à 59,40 m NGF.

Les eaux de lavage des matériaux sont décantées dans des bassins et exploitées en circuit fermées. L'exploitant ne réalise pas de pompage d'appoint.

L'exploitant réalise le curage régulier (environ 2 fois par mois) des bassins de décantation et les fines issues de ce curage sont envoyées par tombereaux vers la zone d'extraction pour sa remise en état.

L'exploitant rencontre actuellement des problèmes pour décanter les eaux. Les bassins de décantation ne sont pas assez grands pour permettre une sédimentation suffisante. Il souhaite optimiser la gestion du traitement des eaux de procédé en déplaçant les bassins de lagunage au niveau de la zone d'extraction des Malletons en lieu et place de ceux présents sur la plateforme de traitement. Ce projet a été porté à la connaissance du préfet de Seine-et-Marne dans un dossier d'avril 2026 en cours d'instruction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article Section 2

**Thème(s) :** Autre, Phasage d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation de la carrière est conduite suivant le plan prévisionnel de phasage, dont copie est jointe en annexe du présent arrêté.

Les itinéraires de substitution des chemins concernés par la carrière sont si nécessaire implantés avant même leur interruption. C'est le cas en particulier pour les portions des CR33 dit des Communautés de Servolle, CR21 dit du port, CR25 dit «de Melz» inscrites au PDIPR.

**Constats :**

SPM indique que l'exploitation a été moins rapide que prévue par le plan prévisionnel de phasages

à cause des problèmes de décantation du lagunage. D'après le plan d'exploitation de décembre 2025, la carrière des Malletons est à la phase 12 (au lieu de la phase 15, correspondant à 3 ans de retard) et la carrière de la Provenchère est à la phase 15.

Toutefois, les valeurs S1, S2 et L sont inférieures aux valeurs maximales pour la période 2024 -2029. Certains secteurs ont été abandonnés à cause d'enjeux archéologiques et écologiques.

L'exploitant sollicite la régularisation de ces éléments dans le cadre du porter-à-connaissance transmis par courriel du 27 avril 2026. Le dossier est en cours d'instruction.

Le CR 33 vient d'être ouvert à nouveau au public. Le chemin était traversé par la bande transporteuse.

Au niveau de la carrière de la Provenchère, le CR25 et le CR21 ne sont pas encore concernés par les activités d'extraction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Extraction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Epaisseur d'extraction et fond de fouille

**Prescription contrôlée :**

L'épaisseur moyenne de découverte est de 2 mètres, la puissance du gisement varie de 1 à 5,5 m, l'épaisseur moyenne du gisement est de 2,7 mètres.

	Malletons	Près des Malletons	Château du duit	Trou viteau	Provenchère
Epaisseur moyenne du gisement	2,7 m	3,3 m	3,8 m	2,7 m	2,1 m
Cote minimale fond de fouille (m NGH)	51,5 m	52	50	52,5	52

**Constats :**

D'après le plan d'exploitation du 22 décembre 2025, le fond de fouille de la carrière (zone en cours d'extraction) des Malletons est à 56,22 m NGF.

D'après le plan d'exploitation du 31 décembre 2025, le fond de fouille (zone en cours d'extraction) de la carrière des Provenchères est à 58,66 m.

**Type de suites proposées :** Sans suite



#### N° 4 : Extraction en nappe alluviale et phréatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rabattement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le gisement est extrait en eau à l'aide d'une pelle hydraulique ou une dragueline. Le pompage de la nappe est autorisé pour les seuls travaux de découverte du gisement ou de remise en état des sols, selon les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'exploitant prévient l'inspection des installations classées avant de commencer à rabattre la nappe et indique la durée prévisionnelle du rabattement.</li><li>- Le rabattement partiel de la nappe pour des travaux de découverte n'est mis en œuvre que s'il est nécessaire et en période de basses eaux et hors période de nidification, c'est-à-dire entre septembre et mars. Il respecte strictement le plan de phasage et les casiers et sous casiers définis au chapitre 4 de l'étude d'impact et figure 13 du tome 3. Cotes de rabattement : voir tableau en annexe.</li><li>- Obligation de circuit fermé : Rejet des eaux d'exhaure dans un bassin ou plan d'eau situé sur le périmètre de la carrière, seules exceptions (et pour une durée de 6 mois au plus) ;<ol style="list-style-type: none"><li>1) Premier casier de la zone château du Duit =&gt; rejet dans la grande Noue avec les dispositions suivantes : -contrôle de la qualité des eaux en amont et en aval du point de rejet et contrôle des berges,</li><li>2) démarrage de la zone du Trou Viteau =&gt; rejet dans un plan d'eau existant et extérieur au site avec les dispositions suivantes : Contrôle de la qualité des eaux rejetées et du niveau du plan d'eau concerné</li></ol></li><li>- Fossé de recharge : un fossé de recharge est créé en limite Nord du trou Viteau, un fossé de recharge est mis en place vis à vis des boisements isolés des Malletons, à l'Ouest du Château du Duit et à l'Ouest de la Provenchère.</li><li>-Pompe équipée d'un dispositif totalisateur relevé et consigné toutes les semaines,</li><li>-Implantation d'une échelle limnimétrique dans le casier en rabattement.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le gisement est extrait en eau à l'aide d'une dragueline.</p> <p>L'exploitant n'a pas eu besoin jusqu'à présent de rabattre la nappe pour réaliser les travaux de découverte du gisement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Incendie et explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en qualité et en quantité adaptées aux risques, dans les engins, sur les aires extérieures pendant les horaires d'activité et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien</p>

visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes.

Le site est facilement accessible par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer et accéder sans difficulté à une aire de pompage (bassins d'eau claire avec palplanches)

Les installations électriques sont appropriées aux risques inhérents aux activités exercées. Elles sont réalisées, entretenues en bon état et contrôlées périodiquement.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux dispositions de :

- L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de présenter des risques d'explosions,
- Le décret n ° 91-986 du 23 septembre 1991 (titre EL du Règlement Général des Industries Extractives),
- La norme NF C 15-100 relative aux installations électriques intérieures.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenue en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

#### **Constats :**

Les extincteurs des engins et des locaux ont été contrôlés le 13 mars 2026.

L'exploitant n'a pas aménagé d'aire de pompage au niveau du bassins d'eau claire pour les pompiers.

Le contrôle des installations électriques a été réalisé le 16 mars 2026. L'exploitant informe qu'il a engagé des démarches (demande de devis) pour faire intervenir un électricien.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société SPM devra aménager, dans un délai de 3 mois, une aire de pompage au niveau du bassins d'eau claire pour les pompiers, et transmettre le rapport d'intervention de l'électricien suite au contrôle du 16 mars 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-7-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle de niveaux sonores

#### **Prescription contrôlée :**

Le contrôle des niveaux sonores en limite de périmètre vis-à-vis des différents points et le contrôle des émergences en zones d'émergences réglementées sont effectués au frais de l'exploitant dès le début de l'exploitation et à chaque changement de secteur puis au minimum tous les 3 ans. Un



bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le suivi des niveaux sonores réalisés en 2024. La campagne de mesures du 25 juillet 2024 montre le respect des valeur limite en limite de propriété, ainsi qu'en zones à émergences réglementées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

